

La génération qui veut réparer le monde



Illustration d'Alex Green pour « Les Echos »

PALMARÈS EXCLUSIF

Le 1^{er} classement pour accélérer la transition écologique et sociétale

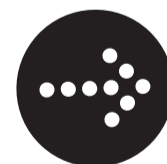
TABLE RONDE Six écoles débattent des initiatives et des progrès à réaliser

INITIATIVES Une sélection de projets et d'engagements portés par des étudiants et leurs établissements

INTERVIEW Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur détaille le plan climat à l'université

INFOGRAPHIE Ecologie : les grandes écoles dans l'œil des réseaux

TRIBUNE de Matthieu Dardaillon, Ticket for Change: « A quand des grandes écoles de la transition ? »



1^{re} Centrale Nantes
école d'ingénieurs dans
le classement des écoles
et universités
pour **changer le monde**



8 initiatives repérées dans l'enseignement supérieur

ZOOM Parmi les établissements ayant participé au « classement des écoles et universités pour changer le monde », la rédaction des « Echos START » a sélectionné des projets précurseurs, originaux et/ou à fort impact en matière de transition écologique et sociétale. Suivez le guide...

Laura Makary et Fanny Guyomard
@laura_makary @FannyGuyomard

1

GRENOBLE ÉCOLE DE MANAGEMENT Première école à mission

Depuis cette rentrée, les boîtes en plastique jetables ont été supprimées du bar à salades de Grenoble École de Management (GEM). « *Cela va de pair avec la fontaine à boisson, où l'on vient avec notre gourde. Ce sont de petits pas, mais cela s'insère dans un objectif plus large de campus zéro déchet* », se réjouit Yanis Badin, président de l'association étudiante Impact.

En février, GEM est devenue la première école à adopter le statut de société à mission, s'engageant à lutter contre le réchauffement climatique, mais aussi à encourager la diversité, assurer l'égalité entre les sexes, combattre toute forme de discrimination. « *Ce statut va nous permettre d'allouer des moyens pour accélérer notre transformation, car nous avons désormais des comptes à rendre à un organisme tiers indépendant qui pourra nous le retirer* », indique Jaclyn Rosebrook-Collignon, responsable du pôle sustainability de l'école, qui coordonne les réflexions et les actions écoresponsables. Les étudiants y prennent largement leur part en offrant des audits RSE à des entreprises, en sensibilisant les collègues et collègues de Grenoble à l'environnement et à l'éthique, ou encore en organisant des ateliers de recyclage de meubles.

Et aussi : TBS Education et Emylon sont, elles aussi, devenues des écoles à mission en 2021. À la rentrée, la business school lyonnaise propose notamment un master de Management de la Transition énergétique. Pour l'égalité salariale : des ateliers d'empowerment.

2

L'ESSEC et sa « fresque de la diversité »

Après un premier atelier sur le climat début 2020, l'école de commerce a réitéré l'exercice auprès de ses étudiants, cette fois sur les sujets liés aux discriminations. « *Il nous semble important qu'elles soient mieux comprises par nos étudiants, qui seront les décideurs de demain* », explique Chantal Dardelet, directrice du centre égalité des chances de l'Essec.

Cet atelier de sensibilisation de trois heures, entre jeux et échanges, permet d'aborder les questions liées au handicap, au genre, à l'origine, à



De haut en bas et de gauche à droite : les membres de l'association Impact de Grenoble École de Management ; en 2015, l'Esseg a élaboré une stratégie sur dix ans qui tient en ces lignes « Empowering Changemakers for a Better Society » ; encouragée par son école, Fanny Hermant a intégré l'association Equi-sens l'année dernière. Photos Impact : Ieseg/Barbara_GROSSMANN ; Fanny Hermant/ief



3

NEOMA pour la « diversité cognitive »

Mieux repérer les étudiants avec des troubles cognitifs (dyslexie, dyspraxie, troubles de l'attention...), la mission est délicate et pourtant c'est le type de handicap le plus représenté dans l'enseignement supérieur.

Certains jeunes n'en ont pas conscience ou ne souhaitent pas se signaler. « *La première étape a été la création d'un réseau de référents handicap, afin d'encourager l'étudiant, à tout moment, à demander un aménagement de scolarité. Nous avons déjà aussi formé à ces sujets la moitié de nos 48 professeurs de langues, car ce sont souvent eux qui repèrent, notamment à l'écrit, les difficultés des élèves* », détaille Bénédicte Dulaquis, directrice du pôle accréditations, certifications et RSE de Neoma Business School. Un contexte bienveillant qui aide davantage d'étudiants à passer le cap et à vivre leurs études plus sereinement.

Et aussi : l'Efrei Paris organise, le 9 décembre, des rencontres entre étudiants et professionnels en situation de handicap. L'EM Normandie a de son côté organisé un salon du recrutement dédié à ces publics. La Conférence des grandes écoles travaille à la mise en place d'un statut international pour les étudiants en situation de handicap, afin de faciliter leur mobilité.

4

BURGUNDY BUSINESS SCHOOL Valider son parcours en s'engageant socialement

L'an dernier, Fanny Hermant, étudiante à Burgundy Business School (Dijon), a accompagné des personnes en situation de handicap sur des chevaux avec l'association Equi-sens. Cette activité lui a permis de valider le statut Mission Lead of Change de 40 heures. L'école incite ainsi des étudiants en Bachelor et Master Grande École à s'investir auprès de la société civile des territoires où est implantée l'école. L'ensemble des missions sont intégrées dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, par exemple : organisation de collecte alimentaire (ODD 2), accompagnement de personnes en situation de handicap ou de précarité (ODD 10), collecte et valorisation d'objets, etc.

Et aussi : l'ONG Enactus aide les étudiants à s'engager au plus près des territoires, à évaluer les besoins prioritaires, à tester un projet, à définir un modèle économique et à trouver des financements.

5

CPE LYON L'Asso'stainable pour encourager le passage à l'action

Paniers de légumes locaux, ateliers pour fabriquer son propre savon, redistribution des photocopies aux étudiants de la promotion suivant... les étudiants de l'Asso'stainable déploient un éventail d'actions toujours plus large, encouragés par leur école CPE Lyon, qui diplôme 300 ingénieurs par an : « *Les jardiniers de l'école peuvent nous aider à entretenir notre potager. Et si on invite un conférencier, l'école propose de défrayer son déplacement* », liste, ravi, Baptiste Boiteux, président de l'association. Tous les moyens sont bons pour sensibiliser les étudiants et encourager le passage à l'action, comme le défi national et interécoles Ma Petite Planète (MPP), dont l'association se fait le relais sur le campus chaque automne. Pendant dix jours, on multiplie les défis écolos (et les points) : manger végéta-

rien, consommer moins de café et de chocolat, ramasser les déchets sur le campus... Pour Baptiste, « *la compétition ajoute à la motivation* ». Gagnante de l'édition 2021, clôturée le 6 octobre : l'ENS Lyon.

Et aussi : le Reses, réseau étudiant pour une société écologique et solidaire, dont fait partie l'Asso'stainable, organise des rencontres entre 140 associations de 120 écoles et universités françaises. Et organise des événements comme la « semaine étudiante de la réduction des déchets », du 20 au 28 novembre 2021.

6

L'IESEG dit « stop aux violences sexistes et sexuelles »

Le projet « Stop ! » a pour but d'informer, sensibiliser, mais aussi protéger les étudiants de l'école

contre les comportements et propos sexistes, le (cyber)harcèlement. Première étape : la création d'une formation en ligne obligatoire pour tous les jeunes de première année. « *C'est un module de 2 h 30 intégré dans un séminaire sur la responsabilité. Les élèves découvrent des scénarios de bizutage, de violences, de harcèlement... Ce Spoc revient aussi sur la notion de consentement, en déconstruisant les mythes et préjugés, en précisant comment agir et aider une personne victime. Le réel objectif est de casser ce tabou* », pointe Coline Briquet, coréférente égalité femmes-hommes de l'ieseg, l'un des lauréats de Campus Responsables 2021 grâce à ce projet. De leur côté, les responsables des associations étudiantes devront suivre une formation complémentaire. Une cellule d'accueil et d'écoute a de plus été mise en place sur chaque campus de l'école, dans le but d'accompagner les étudiants concernés et de leur aider à effectuer un signalement si nécessaire.

Et aussi : l'Esca a créé une plateforme de signalement anonyme des violences sexistes et sexuelles, afin de mieux prendre en charge les victimes. Idem pour l'Essec, dont la plateforme est accessible aux étudiants, professeurs et salariés. De

son côté, l'Edhec a tenu une conférence à la rentrée avec un sociologue spécialisé sur les études de genre pour mieux comprendre les mécanismes conduisant aux violences sexistes et sexuelles. Plusieurs universités, dont l'université de Paris ou Paris 8, ont établi des partenariats avec l'institut Women Safe pour conseiller et venir en aide aux victimes de façon confidentielle. Enfin, l'Insa Rennes a créé un guide de lutte contre le sexisme, y compris contre les préjugés, blagues déplacées...

7

ENSAD L'interdisciplinarité de la recherche pour avancer

« *Repenser notre société non pas comme un futur technocentré mais*

comme un avenir humaniste en symbiose avec l'environnement », voici l'ambition du groupe Symbiose de l'ensadLab, le laboratoire de l'École nationale supérieure des arts décoratifs. Concrètement, le rôle de ces chercheurs est d'imaginer des solutions aux problématiques contemporaines complexes liées à l'habitat, la mobilité, la santé et l'éducation. Comment ? En mêlant des outils de différentes disciplines (art, design, humanités, sciences) et matières grises de multiples pays.

Avec la Royal Danish Academy, le labo a cherché à faire de l'architecture avec de la matière vivante telle que des bactéries bioluminescentes. Avec The Swedish School of Textiles, il a réfléchi à des textiles biologiques, recyclables ou conçus sans faire de déchets. Le point commun à tous les projets : ils sont sociaux et écolos.

Et aussi : Artem est une alliance entre l'École nationale supérieure d'art et de design de Nancy, Mines Nancy et ICN Business School. Les étudiants travaillent sur des problématiques qui demandent des compétences en art, technologie et management. Exemple : comment valoriser de manière écoresponsable les stocks d'une entreprise de broderie ou étendre le réseau de

l'association EST'elles Executive (EEE), qui promeut des femmes exerçant des responsabilités en entreprise.

8

L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE Vers un campus zéro carbone

Depuis 2013, l'établissement s'est lancé dans le projet « Live Tree ».

avec l'ambition d'un campus zéro carbone d'ici à 2050 aux côtés des universités de la région Nord - Pas-de-Calais. Cela passe avant par des investissements que par des changements d'habitude. L'université catholique de Lille a par exemple profité de la rénovation d'un bâtiment de la faculté pour créer le « Rizom ». Avec 1.200 mètres de

panneaux photovoltaïques, de nouvelles installations électriques et thermiques, ainsi qu'une gestion technique dynamique, ce bâtiment iconique est producteur et autoconsommateur en énergie. « *À côté de cela, nous cherchons à impliquer autant que possible les personnels et les étudiants, en leur permettant de développer leurs propres projets* », déclare Benoît Robyns, vice-président transition énergétique et sociétale de l'université. Entre ateliers, événements et fermes urbaines, le projet Live Tree ne cesse de faire pousser de nouvelles branches pour atteindre la neutralité carbone.

Et aussi : la majorité des établissements d'enseignement supérieur font des efforts ! HEC vise à devenir un campus zéro déchet. L'université de Poitiers a mis en place une politique plus ambitieuse de tri et de recours à l'économie circulaire.

De son côté, l'université Paris 3 a installé des collecteurs en carton, afin de récupérer et recycler les masques chirurgicaux. Les écoles d'ingénieurs sont aussi motrices : l'Ense3 a établi un quota pour ses étudiants. Pour décrocher leur diplôme, ils ne devront pas dépasser les 6 tonnes d'équivalent CO₂ durant leur cursus. ■



► Un enseignement riche et internationalement reconnu qui favorise la prise de conscience des challenges sociétaux, environnementaux et entrepreneuriaux d'aujourd'hui et de demain.



EMPOWERING CHANGEMAKERS FOR A BETTER SOCIETY*

*Former et faire grandir les acteurs du changement œuvrant pour une société meilleure

Les profs « stars » de la transition écologique

DÉCRYPTAGE Ils font face à des étudiants de plus en plus informés, prêts à les pousser dans leurs retranchements. L'aura de certains dépasse les salles de cours et les transforme en coqueluches des réseaux sociaux.

Camille Wong
@wg_camille

Ils ont une chaîne YouTube. Ils parcourent la France et le monde pour des conférences. Ils sont chercheurs et de brillants vulgarisateurs. Ils enseignent dans les grandes écoles et les universités, auprès d'étudiants de plus en plus réceptifs aux enjeux de la transition écologi-

que, énergétique et/ou sociale. Parmi eux, Jean-Marc Jancovici, enseignant aux Mines ParisTech, fondateur de The Shift Project et du cabinet Carbone 4, 160.000 abonnés au compteur et plus de 23 millions de vues cumulées sur YouTube.

Tous ses cours aux Mines sont disponibles sur la plateforme. Une sorte d'influenceur de la lutte con-

tre le réchauffement climatique. « Il arrive avec son aura, en étant engagé mais toujours rationnel et assuré sur le fait scientifique », loue Vincent Laflèche, le directeur de l'école d'ingénieurs qui l'emploie. Il donne des cours aux premières années sur l'énergie, le changement climatique, le nucléaire... « Les étudiants sont attentifs et, surtout, ils séchent moins », sourit le chef d'établisse-



Jean-Marc Jancovici, enseignant aux Mines ParisTech, fondateur de The Shift Project et du cabinet Carbone 4, compte 160.000 abonnés et plus de 23 millions de vues cumulées sur YouTube.DR

CONCOURS
SESAME
START YOUR FUTURE HERE



AVEC LE
CONCOURS
SESAME,
VOUS AVEZ
FORCÉMENT
LE PROFIL.

Intégrez l'une de nos 14 grandes écoles de management international et leurs 17 programmes post-bac visés en 4 et 5 ans.



Toutes nos écoles sont membres de la Conférence des Grandes Écoles.



concours-sesame.net

ment. Ce type de professeur chevronné reste encore une denrée rare. Les grandes écoles et les universités, qui commencent à prendre la mesure de l'enjeu, sont à la recherche de ces enseignants-chercheurs très bien formés.

« A partir des années 2010, j'ai commencé à crouler sous les demandes, confirme François Gemenne, qui enseigne sur les politiques du climat (négociations internationales, inégalités...), notamment à la Sorbonne, Sciences Po, X. J'ai vu passer ces cours d'optionnels à obligatoires. »

Spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement, François Gemenne s'est rapidement imposé dans le débat, donnant régulièrement son point de vue dans les médias, ébranlant au passage le devoir de neutralité qu'on attribue volontiers aux chercheurs.

Les grandes écoles et les universités sont à la recherche de ces enseignants-chercheurs très bien formés.

« Si un chercheur doit être honnête et faire preuve de rigueur intellectuelle, je pense aussi qu'il a un devoir d'engagement : quand autant de personnes meurent en mer, je ne peux pas me contenter de publier des travaux de recherche », assène-t-il.

Et parfois, les étudiants en redemandent. « Il m'arrive de donner mon avis, mais je précise toujours qu'il ne concerne que moi. Les étudiants forment leur esprit critique, l'important est de distinguer ce qui relève d'un fait ou d'une opinion. »

Il faut dire que le public est de plus en plus éveillé, voire expert, et les étudiants n'hésitent plus à titiller leurs professeurs. « Le niveau monte. Sur dix questions posées en cours il y a quelques années, je pouvais répondre à huit. Désormais, c'est plutôt à quatre. Je dois vérifier et apporter la réponse au cours suivant », sourit-il. Sans compter les débats en classe, qui peuvent vite devenir agités. Même son de cloche chez François Collin, directeur de la transition écologique à HEC Paris, qui nous confiait récemment qu'il trouvait les étudiants « extrêmement bien informés et documentés. Ils maîtrisent tous les rapports du Giec et connaissent toutes les vidéos de Jean-Marc Jancovici ou de Gaël Giraud sur YouTube. »

Ce dernier, ancien économiste en chef de l'Agence française de développement, a d'ailleurs été recruté l'année dernière par l'université de Georgetown, aux États-Unis, pour diriger le programme de justice environnementale. D'autres pointures, comme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue et coprésidente du premier des trois

groupes de travail du Giec, sont régulièrement citées par les étudiants.

L'engagement de ces jeunes s'est radicalisé ces dernières années, au point de surprendre certains professeurs. « Leurs choix sont beaucoup plus durs, en particulier sur leur mode de vie, que ce soit pour les transports ou la nourriture. Et plus encore sur le sujet des enfants, avec une question qu'ils posent souvent : a-t-on encore le droit d'en avoir ? » souligne Pierre-Jean Cottalorda, tout juste arrivé à l'École nationale des ponts et chaussées comme responsable des premières années.

Former aussi les professeurs

Cet économiste a été le premier salarié du Campus de la Transition, une association fondée par Cécile Renouard, enseignante de philosophie à l'Essec. Le campus travaille avec une quinzaine de grandes écoles et d'universités (Essec, Sciences Po, ENPC, HEC, Mines ParisTech, ICP, X, PSL) pour former les étudiants (et aussi les professeurs) aux enjeux de la transition. « Ces questions sont souvent en silo. Il faut plutôt les penser en logique systémique et transdisciplinaire », plaide-t-il. La plupart du temps, les apprenants vivent une immersion de quelques jours sur le campus.

Ensuite, c'est une fierté pour ces enseignants de voir leurs étudiants embrasser des carrières à « impact ». Il y a ceux qui s'engagent dans des projets radicaux, d'autres dans le monde associatif ou encore dans le monde du conseil et de l'accompagnement au développement durable. Professeur depuis 2007, François Gemenne a vu de nombreux jeunes emprunter cette voie. « Certains sont aujourd'hui responsables d'ONG ou à l'ONU. Je les recroise à chaque COP pour le climat », glisse-t-il. Preuve, s'il en fallait, qu'il n'a pas perdu son temps. ■

830

C'EST LE NOMBRE de scientifiques, auteurs et réviseurs-lecteurs, sollicités pour les rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) formé il y a plus de trente ans. Le dernier rapport, paru en août, comporte 4.000 pages. Il existe un « résumé à l'intention des décideurs » de 42 pages.

LES ENTREPRISES DE DEMAIN

SE CULTIVENT AUJOURD'HUI.

À l'EDHEC, nous formons nos étudiants à avoir un impact positif sur le monde.

Pour y contribuer, nos programmes d'accompagnement EDHEC Entrepreneurs les aident à révéler tout leur potentiel.

Pour nos jeunes pousses, nous avons doublé nos espaces à Station F Paris, au coeur du plus grand campus de startups au monde. En 2020, nos startups accompagnées ont levé plus de 6 millions d'euros afin de se développer tout en maximisant leur impact. Et ce n'est qu'un début.

*Make an impact**

*Agissez sur le monde.

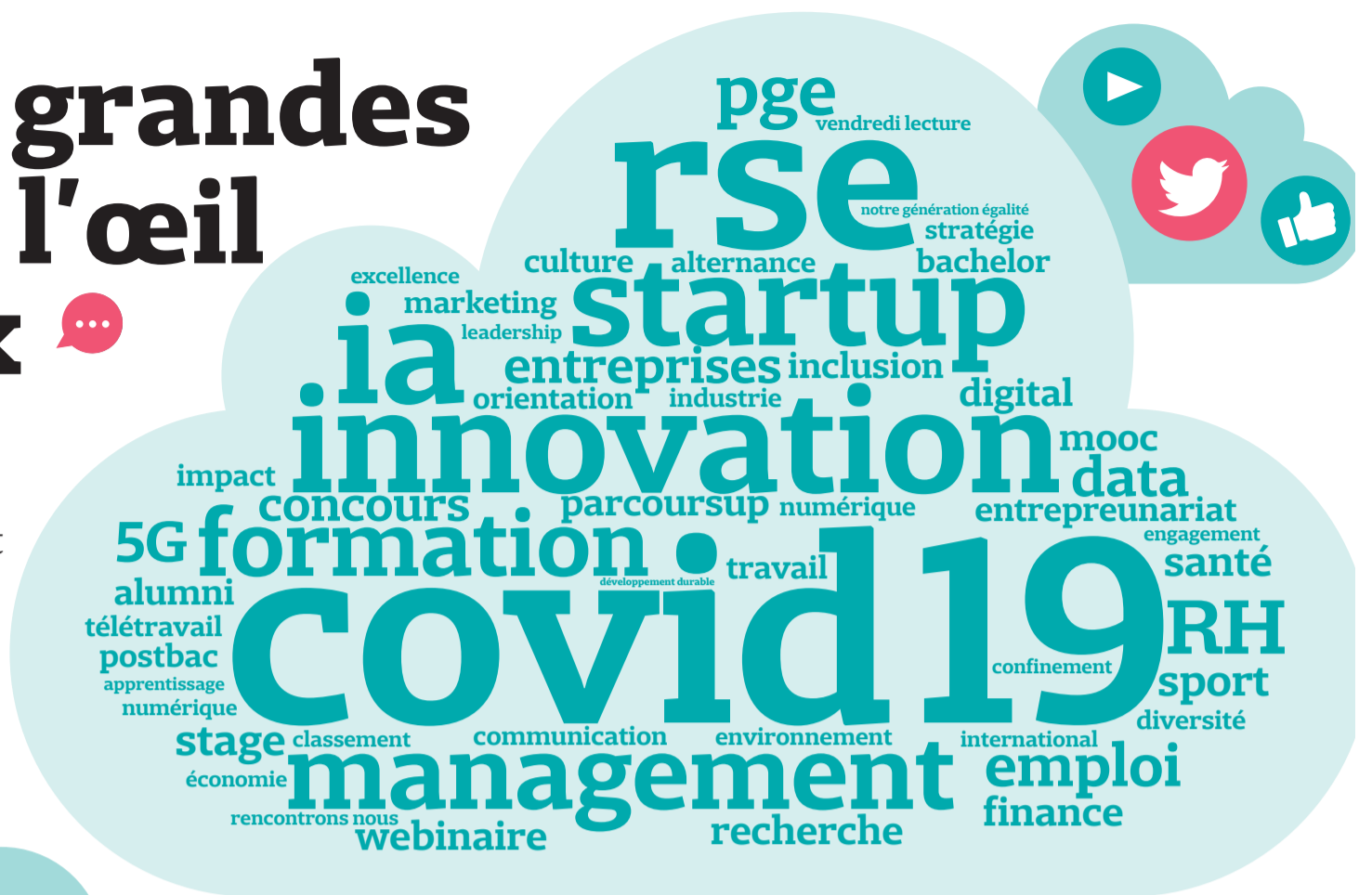


Impact : les grandes écoles dans l'œil des réseaux

EXCLUSIF Quelle place la transition écologique et sociétale occupe-t-elle dans les discussions en ligne entourant les grandes écoles ? Quels établissements font-ils parler le plus d'eux (en bien ou en mal !) sur l'environnement et la diversité ?

Pour «Les Echos START», le département Social Intelligence & Analytics d'Ipsos a passé au crible les réseaux sociaux et les forums au cours des douze derniers mois.

Infographies : Julia Lemarchand, Michael Mastrangelo et Marion Simon-Rainaud



La RSE à la marge des discussions sur Twitter

Liste des # les plus utilisés sur Twitter mentionnant les grandes écoles

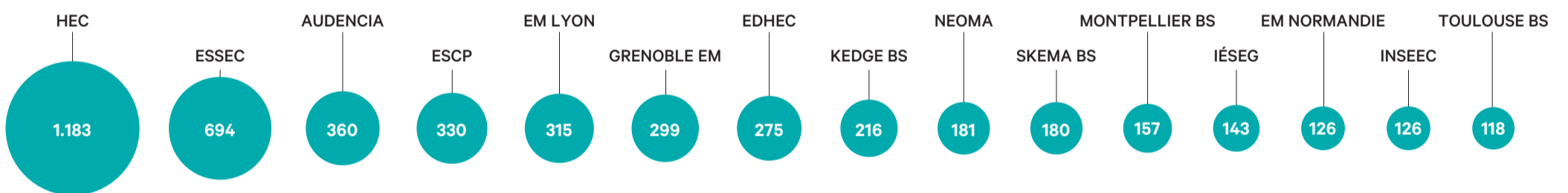
Sans surprise, le **#covid-19** domine dans l'ancre de l'oiseau bleu. Avec son lot, plus secondaire, de **#webinaire**, **#télétravail** et autres **#confinement**. Et sa résultante, dix mois plus tard : **#etudiantsfantômes**. En volume, suivent des thématiques plus classiques telles que **l'innovation**, **le management** et **les start-up**. En 5^e position, la **#RSE** nourrit les commentaires, plus à la marge.



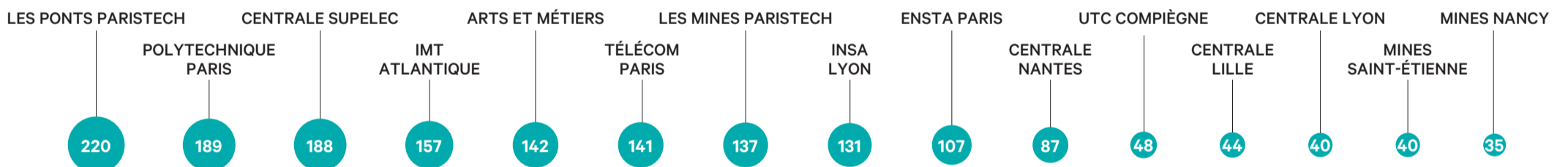
Environnement : HEC truste une grande part de l'attention

Classement des grandes écoles les plus mentionnées en ligne dans des conversations liées aux enjeux environnementaux

ÉCOLES DE COMMERCE



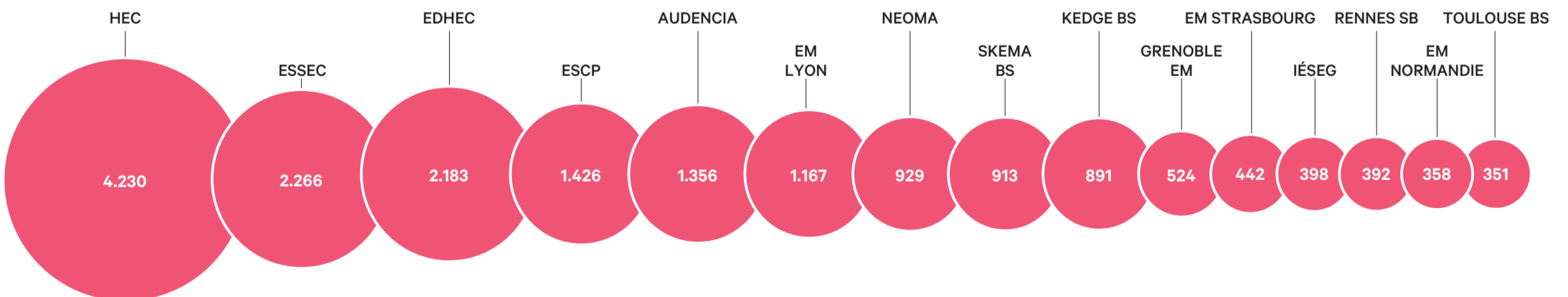
ÉCOLES D'INGÉNIEURS



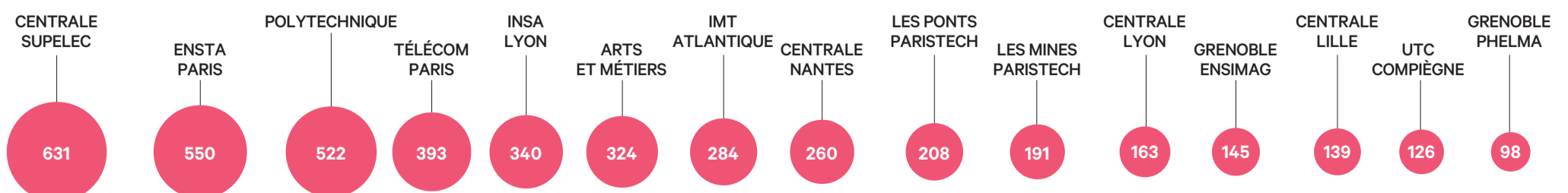
Diversité : les débats impliquent bien plus les écoles de commerce

Classement des grandes écoles les plus mentionnées en ligne dans des conversations liées aux enjeux de respect de la diversité et d'inclusion

ÉCOLES DE COMMERCE



ÉCOLES D'INGÉNIEURS



Données publiques en ligne collectées via l'outil de social listening Synthesio entre octobre 2020 et septembre 2021.

[Lire l'analyse sur Les Echos START](#)

Frédérique Vidal : « Il faut éveiller la conscience écologique de tous les jeunes »

INTERVIEW La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation présente aux « Echos START » le plan climat de son ministère.

Propos recueillis par
Florent Vairet
@florentvairet

Frédérique Vidal annonce que la formation aux enjeux de la transition écologique de tous les étudiants sera bientôt au programme de toutes les formations universitaires, sans pour autant préciser le calendrier.

Le groupe de réflexion mené par Jean Jouzel vous remettra avant la fin de l'année une liste de préconisations pour engager massivement les universités dans la transition écologique. Une note intermédiaire vous a déjà été envoyée. Quelles sont les grandes directions ?

Il faut savoir que, dans l'enseignement supérieur, il n'existe pas de programmes nationaux. Il y a le principe de la liberté académique. Donc ça ne sert à rien que je dise « je veux que tous les établissements aient vingt heures de formation en première année » car, pour ceux qui ne le souhaitent pas, je n'aurai pas les moyens de les y obliger. Tout passe par la concertation, et c'est le rôle que joue Jean Jouzel auprès de chacun de ces groupes en essayant de mettre d'accord les responsables pédagogiques, les établissements, les associations et les étudiants sur les ambitions et les objectifs. Plusieurs volets se dessinent. Les formations d'abord : il faut pouvoir sensibiliser tous les étudiants à la transition écologique et aux dix-sept objectifs de développement durable des Nations unies, avec un socle de formation, et ensuite décliner des modules de formation plus adaptés en fonction des cursus. Le deuxième bloc est l'identification des leviers d'action pour tendre vers des campus vertueux. Beaucoup de choses sont déjà faites, mais il y a un besoin de coordonner les bonnes pratiques, de les faire connaître et de les déployer. Le groupe de réflexion réalise un benchmark de ce qui se fait dans les établissements en France et à l'étranger.

Un plan climat va être présenté par votre ministère, vous avez encore peu communiqué à ce sujet, quelles sont les grandes priorités ?

L'une d'entre elles est de continuer à accompagner la recherche, qui est essentielle pour avancer sur la transition écologique. Parmi les vingt stratégies d'accélération nationale présentées par le président de la République, dix portent sur la transition écologique et le développement durable. Sur les quatre programmes prioritaires de recherche exploratoire, trois y sont consacrés, avec le cycle de l'eau, du carbone et des matériaux innovants non polluants. En tout, l'investissement supplémentaire consacré à la recherche dédiée à ces sujets est de 750 millions d'euros. Il y a bien sûr le volet formation. C'est l'objet des préconisations du rapport de Jean Jouzel. Mon objectif est que toute la

nouvelle génération soit ambassadrice de ce sujet, en sachant exactement de quoi elle parle. Enfin, le volet sur la sobriété énergétique, avec la rénovation des bâtiments, la suppression des chaudières au fioul dans tous les établissements. D'où le fait que le plan de relance finance la réhabilitation énergétique des bâtiments d'enseignement supérieur à hauteur de 1,3 milliard. On regarde aussi de près les émissions de CO₂ dues aux activités de recherche. Sur tous ces sujets, des indicateurs vont être détaillés avec une déclinaison opérationnelle. J'ajoute que dans le plan France 2030, environ 15 milliards d'euros sont dédiés à la décarbonation. Dans le plan de relance, c'était déjà 30 milliards d'euros mobilisés sur ce sujet.

Comment réussir à embarquer les universités dans ces priorités ?

De la même façon que celles-ci ont des schémas directeurs sur le handicap, les violences sexistes, mon ministère pourra demander aux établissements de nous faire parvenir leur schéma directeur sur la transition écologique, à la fois sur le volet formation mais aussi dans la façon dont ils recyclent le papier, ils économisent l'énergie, etc. Ces schémas directeurs, les universités sont prêtes à les produire. Un référentiel rassemblant les règles et les indicateurs de base a été produit par la Conférence des grandes écoles et la Conférence des présidents d'université. La volonté est là.

Comment expliquez-vous que très peu d'universités ont répondu à notre classement réalisé en partenariat avec ChangeNOW ?

La première explication est sans doute liée à la taille des établissements. Une grande école, c'est souvent une unité de lieu, de formation et de gouvernance. N'oublions pas

qu'une université, c'est plusieurs facultés, plusieurs campus, parfois des dizaines de sites éparpillés sur un territoire. Récupérer les informations auprès des différentes composantes prend plus de temps que pour une école.

Les labels sur la transition écologique sont un des moyens utilisés par les étudiants pour repérer les établissements les plus vertueux. Allez-vous encourager cette labellisation ?

Les étudiants, français comme étrangers, sont en recherche d'établissements qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Et je constate que le label DD&RS, qui mesure ces critères, est demandé par les établissements eux-mêmes car il participe à leur attractivité. Au total, cinquante-deux grandes écoles et dix universités ont obtenu ce label.

Dix universités sur soixante-quatorze, n'est-ce pas trop peu ?

Le travail est en cours. Il faut qu'elles soient capables de prouver qu'elles déploient les bonnes pratiques sur l'ensemble de leurs facultés et sites.

Concernant la formation, à partir de quand les étudiants seront-ils tous formés aux enjeux écologiques ?

Le plus rapidement possible. Et je souhaite qu'elle se mette en place dès le premier cycle.

Comment expliquez-vous le décalage entre les premières mobilisations étudiantes d'il y a trois ans et le délai de mise en œuvre de ces formations obligatoires ?

Pendant ce délai, les universités n'ont pas rien fait. Déjà dix établissements ont introduit des formations attestées par le label DD&RS, ce n'est pas rien. Les autres y travaillent. En tout cas, je peux vous dire que la volonté est forte et les aides sont présentes.

Quand vous regardez dans le rétroviseur, comment expliquez-vous que les établissements d'enseignement supérieur aient pris autant de temps à enseigner la gravité de la situation, alors qu'elle était connue depuis plusieurs dizaines d'années ?

Pendant très longtemps, les chercheurs ont considéré que le fait que l'information soit disponible était suffisant pour qu'elle arrive jusqu'aux étudiants et à la société. C'était une erreur. Le rapport du Giec est disponible, et pourtant peu de gens le lisent. Aujourd'hui, on a compris que l'information devait non seulement être mise à disposition mais aussi expliquée, commentée. Tout l'enjeu est de savoir comment accompagner les jeunes pour qu'ils s'emparent de ces connaissances pour éveiller leur conscience écologique. La science doit se faire pour et par la société. Je suis convaincue qu'on peut intéresser la



Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

« J'ai moi-même beaucoup motivé mes enfants sur la préservation de la biodiversité. »

société à la science dans toute sa complexité. On sait énormément de choses aujourd'hui sur le climat, et il faut que les scientifiques aillent beaucoup plus vers la société tout en s'appuyant sur cette dernière.

A n'en citer qu'une, y a-t-il une université à vos yeux particulièrement engagée sur les enjeux écologiques ?

L'université de Montpellier est probablement la plus en avance. Elle en fait sa marque de fabrique et mène une recherche en pointe sur ces sujets.

Vous avez vous-même été présidente de l'université de Nice-Sophia-Antipolis de 2012

à 2017, quelles actions aviez-vous prises en faveur de l'écologie ?

Nous avons mis en place des systèmes de tri sélectif, de recyclage du papier. Quand je m'occupais du département des sciences de la vie avant d'être présidente, chaque année, je soutenais les étudiants qui menaient des actions comme le recensement des espèces du parc Valrose à Nice, la mise place d'un jardin partagé ou d'une économie circulaire.

Une question plus personnelle. Quand on interviewe des décideurs, on se rend compte que leurs enfants ont souvent contribué à les faire évoluer

sur les sujets sociétaux. Dans votre cas, vos enfants ont-ils joué un rôle ?

On apprend toujours beaucoup de ses enfants, mais en l'occurrence, sur ces sujets-là, de par ma formation scientifique, je les ai moi-même beaucoup motivés sur la question, en particulier la préservation de la biodiversité. Là où eux aussi m'ont appris des choses, c'est dans leur envie de faire. Mes enfants appartiennent à une génération qui souhaite sortir de la théorie, participer concrètement à la transformation, que ce soit par des campagnes de recyclage ou de nettoyage des plages. Ils m'ont appris l'importance du terrain, des actions concrètes pour la transition écologique. ■

MAKING A DIFFERENCE

PRÉPAREZ-VOUS À CHANGER LE FUTUR

MBS FORME LES PRÉCURSEURS DE LA TRANSITION ÉCONOMIQUE RESPONSABLE

- Bachelor
- Masters of Science
- Programme Grande Ecole
- Executive MBA

04 67 10 25 00
montpellier-bs.com

AACSB ACCREDITED AMBA ACCREDITED EQUIS ACCREDITED

MBS since 1897
MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL



LA TRIBUNE
de Matthieu
Dardaillon*

« Il est temps de créer les grandes écoles de la transition »

« Des formations de pointe pour devenir acteur de la transition écologique et sociale, il en existe des dizaines en France : Ecole de la Transition écologique, Campus de la Transition, LUMIA... pour ne citer qu'elles. Il s'en crée même de nouvelles chaque semaine. Sans compter la nécessaire transformation au cœur des universités et des grandes écoles, comme ce numéro l'illustre parfaitement. Il est aujourd'hui essentiel de fédérer tous ces acteurs, en conservant leur singularité et donc leur richesse. Le constat est simple : l'offre de formation est trop peu visible, trop peu lisible. Qui peut citer de tête cinq formations à la transition ? Alors qu'en réalité cette offre est pléthorique : nous avons recensé plus de 250 formations à la transition en France.

Un label et une plateforme permettraient à chacun de trouver la formation qui lui convient, près de chez lui. Une stratégie commune permettrait de faire connaître et rendre accessible ces formations et leurs débouchés au plus grand nombre, à tous les niveaux de formation, tout au long de la vie.

Comme la Grande École du numérique

Une mutualisation de ressources et des partages d'expériences permettraient d'avancer sur ces sujets cruciaux : qu'est ce qui marche le mieux pour favoriser le passage à l'action ? quelles sont les compétences les plus importantes à développer ? vers quels métiers orienter ?

Quand la France a eu besoin de construire des routes et des ponts au XVIII^e siècle, l'État a créé les grandes écoles d'ingénieurs. Lorsqu'il a fallu accompagner l'industrialisation au XIX^e, nous avons créé les grandes écoles de commerce. Quand il a fallu répondre aux besoins grandissants du marché du travail en compétences numériques, l'État a soutenu la création de la Grande École du numérique. Il est grand temps aujourd'hui de créer les grandes écoles de la transition, inclusives et ouvertes à tous.

Nous ne réussissons pas la transition écologique et sociale sans ces forces vives ! Nous avons travaillé en profondeur cette idée en collectif depuis deux ans, en sondant plus de cent experts. Puissent les candidats à la présidentielle de 2022 s'en saisir. Car le temps presse. »

* Matthieu Dardaillon, président-cofondateur de Ticket for Change.



Les diplômés des écoles nouvellement créées peuvent mettre en avant leurs valeurs et convictions. Photo Sup'écologique

Que valent les écoles privées spécialisées dans la transition environnementale ?

ENQUÊTE La Green Management School, Sup'écologique, l'ESI Business School... Ces dernières années, les établissements privés spécialisés dans les métiers de la transition environnementale et sociale se sont multipliés. Et ce n'est que le début.

Chloé Marriault
@ChloeMarriault

« Dans le secteur de la transition écologique, les entreprises ont souvent du mal à recruter faute de professionnels qualifiés », observe Benjamin Roux, responsable de recrutement au sein d'Elatos, cabinet de recrutement spécialisé dans l'environnement, l'énergie et l'informatique. « Le marché est très dynamique et les besoins croissants », poursuit-il.

Et ça, le marché de la formation l'a bien compris. Depuis 2017, de nouveaux établissements du supérieur, privés et spécialisés, fleurissent. Leur but : proposer des cursus entièrement tournés vers la transition environnementale et sociale. Parmi ces nouveaux acteurs, l'ESI Business School. Fondée en 2017, elle se définit comme « l'école de commerce du développement durable, de l'impact social et du digital qui forme les managers responsables et engagés de demain ».

Des débouchés multiples

Cette même année, une autre école a vu le jour : Sup'écologique. Elle forme des « professionnels engagés dans la transition écologique, solidaire et citoyenne de notre société ». Nouvelle venue dans le secteur, la Green Management School, cofondée par Audrey Pulvar, adjointe à la maire de Paris, et dont la première promotion a fait sa rentrée en septembre 2020. Et la liste n'est pas exhaustive.

A ces établissements récents s'ajoutent des écoles plus anciennes. Exemples : l'Institut supérieur de l'environnement (ISE), créé en 1993, ou l'Institut des métiers de l'environnement et de la transition écologique (IET), né en 1994.

Ces établissements délivrent des diplômes de niveau bac+2, bac+3 et bac+5. Leurs étudiants se destinent à divers métiers : chargé de mission, chef de projet, consultant, responsable QHSE (qualité, hygiène, sécurité, environnement), responsable RSE... A l'issue de leur cursus, certains travaillent pour des

collectivités, d'autres pour des institutions, des associations, des ONG, des ETI, des PME, des grands groupes (Veolia, Suez, Engie...) ou en tant qu'indépendants. Et ce, dans des structures généralistes ou spécialisées dans l'environnement.

D'après l'Ademe, la transition écologique devrait générer la création de 540.000 emplois en équivalent temps plein d'ici à 2030.

Leurs campus sont désormais implantés un peu partout en France : en région parisienne et lyonnaise, à Bordeaux, à Nantes... et ce n'est que le début. Ces écoles prévoient d'ouvrir de nouveaux cursus et, pour certaines, de nouveaux sites dès 2022. Il faut dire que les chiffres du secteur sont porteurs. D'après l'Ademe, la transition écologique devrait générer la création de 540.000 emplois en équivalent temps plein d'ici à 2030. Un chiffre qui pourrait atteindre 1 million d'emplois à l'horizon 2050.

L'essor de ces établissements montre que « les acteurs "traditionnels" – écoles de commerce, d'ingénieurs, universités – ont peut-être tardé à mettre en place des cursus complets ou ne sont peut-être pas toujours perçus comme crédibles – pour des raisons de valeurs, de vision du business, etc. –, voire compétents sur le sujet », selon Elisabeth Laville, fondatrice d'Utopies, un cabinet de conseil en développement durable, également à l'initiative de la création de Campus Responsables, un réseau de vingt-cinq universités et grandes écoles engagées dans une démarche de transition.

Au moins 5.200 euros de frais de scolarité l'année
L'éclosion de ces écoles est aussi le signe « que les étudiants ont envie d'intégrer les compétences de la transition écologique à leur futur métier

de manière cohérente et intégrée, plutôt que de suivre une formation optionnelle proposée en marge d'enseignements "business as usual" et parfois en contradiction avec ceux-ci... », analyse-t-elle.

Dans ces établissements privés, pour les cursus de niveau bac+3 à bac+5, comptez entre 5.200 et 10.500 euros de frais de scolarité l'année. Des frais dont sont exemptés les étudiants qui se forment en alternance. Cet investissement est-il rentabilisé ? Ces écoles assurent que l'insertion de leurs diplômés est excellente. L'ESI Business School indique par exemple que 90 % des étudiants sont en emploi deux mois après l'obtention de leur diplôme. L'ISE avance, elle, que « 100 % des diplômés trouvent un emploi dans les six mois ». Et de préciser que ses diplômés d'un niveau bac+5 entrent sur le marché du travail avec un salaire annuel moyen brut de 32.000 euros.

Des recruteurs « curieux »
Imagreen, société de conseil en transition sociale et environnementale et expert RH des métiers

de l'environnement, a déjà placé des profils issus de l'ISE et de l'IET, les deux écoles ouvertes dans les années 1990.

« Les diplômés qui en sont issus peuvent tout à fait être compétitifs face à des diplômés d'écoles d'ingénieurs classiques, notamment sur la thématique de l'eau et des déchets, avec des métiers tels que responsable de centre de tri, d'une station d'épuration ou d'une station de pompage », estime Justin Longuenesse, dirigeant d'Imagreen.

Quid des établissements les plus récents ? Nicolas, vingt-sept ans, a fait sa rentrée en alternance à l'ESI Business School en 2018, un an après sa création. « Lorsque j'ai passé des entretiens en vue d'une alternance, les recruteurs étaient curieux, se demandaient ce que c'était que cette école dont ils n'avaient pas entendu parler et n'hésitaient pas à aller regarder le contenu du programme. Mais je n'ai pas peine à trouver de contrat », assure-t-il.

Il a effectué son alternance d'un an dans un bureau d'ingénierie spécialisée dans l'environnement, en tant qu'ingénieur d'études. Désormais, il est chargé de mission dans une intercommunalité. « Quand j'ai changé d'emploi, les recruteurs ne se sont pas attachés sur la question de l'école, mais plutôt sur mes compétences et expériences », ajoute-t-il.

Pour recruter, certaines entreprises doivent élargir leur sourcing. C'est le cas de Bureau Veritas, groupe spécialisé dans les tests, les inspections et la certification. Parmi ses jeunes recrues dans le secteur de la transition environnementale : des consultants HSE, des chefs de projet en efficacité énergétique, des inspecteurs rejets atmosphériques... Jusqu'à récemment, l'entreprise embauchait plutôt sur ces postes des profils issus d'écoles d'ingénieurs ou de cursus universitaires spécialisés. Elle comptait aussi dans ses rangs des profils issus de l'ISE.

« On a besoin de recruter ailleurs pour répondre à nos besoins. On est prêts à se tourner vers des diplômés issus d'établissements très récents

qui n'ont pas encore de notoriété », explique Frédéric Bouckenhove, vice-président des ressources humaines en France. L'entreprise cherche aussi à recruter un ou une « campus manager ». Parmi ses missions : « Sourcer les écoles que l'on ne connaît pas et référencer de nouvelles filières qui forment des jeunes sur ce type de métiers notamment », pour les recruter plus facilement ensuite.

« Des cursus pas forcément connus des recruteurs »

Pour Samah Lea Hasker, manager au sein du cabinet de recrutement généraliste Michael Page, les diplômés des écoles nouvellement créées peuvent mettre en avant leurs valeurs et convictions. « Pour avoir des collaborateurs investis, les employeurs savent que ceux-ci doivent être épanouis et trouver du sens dans leur mission. Si ces profils ont suivi ces formations très spécialisées, on imagine que c'est parce qu'ils ont un réel intérêt pour l'environnement. C'est un argument qui peut peser dans la balance. D'autant qu'ils ont pris un risque, en un sens, en choisissant des cursus spécialisés mais pas forcément connus des recruteurs », avance-t-elle.

Ces écoles assurent que l'insertion de leurs diplômés est excellente.

Les employeurs sont encore très attachés au diplôme quand il s'agit de recruter des jeunes diplômés sans expérience professionnelle, met toutefois en garde Caroline Renoux, fondatrice de Birdeo, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers à impact positif. « Certains préfèrent prendre un profil d'une grande école parce qu'elle est réputée, parce qu'ils ont déjà des salaires de cet établissement dans leurs effectifs ou parce qu'ils sont eux-mêmes issus de cet établissement, note-t-elle. Cela les rassure davantage qu'un établissement très récent sur lequel ils ont peu de recul. » ■

SUR LE WEB



Le Collectif des grandes écoles de la transition a recensé, dans un tableau, 220 formations à la transition écologique et sociale. Des cursus dans l'enseignement supérieur mais aussi des formations en ligne, des formations courtes... Le document est consultable par tous sur le site Internet www.grandesecolestransition.fr, et chacun peut contribuer à l'enrichir.

150
YEARS

em
lyon
business
school

Entreprendre conscience

Aujourd'hui, entreprendre, c'est prendre le parti d'une planète plus solidaire. Pour cela, nous nous engageons en intégrant les Objectifs de Développement Durable de l'ONU dans tous nos parcours de formation.

Apprendre à faire la différence, ici et maintenant.

Marion Simon-Rainaud
@Maacls

Il y a un peu moins de deux ans, Lou Welgryn, vingt-sept ans, sortie de l'Essec en 2018, est complètement « paumée ». Après une première expérience, elle cherche un nouveau boulot, mais cette fois elle veut y trouver du sens et surtout avoir un impact. La jeune femme estime avec le recul que son école ne l'a pas assez préparée aux enjeux liés à la transition écologique et sociale.

Avec cinq autres anciens camarades, ils lancent Essec Alumni Transition en 2020. Dans la foulée, ils écrivent un manifeste pour se faire entendre de leur ancienne école. « *Parce que nous avons été préparés à être des leaders du monde d'hier, parce que l'Essec nous a dotés d'outils efficaces et de ressources précieuses [...], nous voulons nous rassembler pour défendre les valeurs d'un nouveau modèle de société* », clament-ils à l'unisson.

En plus d'être un « lieu d'échange et de partage » entre alumni, l'association se veut force de propositions. Accompagner l'Essec dans sa transition est une des missions que s'est données le collectif. Ils organisent des forums métiers dédiés, participent au comité de pilotage de l'école consacré à la transition, animent des ateliers de « la fresque du climat » pour les étudiants...

Aujourd'hui, il y a une cinquantaine de bénévoles actifs qui communiquent entre eux via un groupe sur Slack. La page LinkedIn de l'association est à ce jour suivie par plus de 2.200 personnes.

L'objectif est aussi d'inspirer les élèves actuellement en formation. « *Un gain de temps* », affirme Lou Welgryn, qui travaille désormais

pour le cabinet Carbon4 Finance. Quand elle était en cours, la jeune femme aurait aimé « *avoir des modèles pour s'en inspirer* ».

Une démarche transversale
Essec Alumni Transition a été intégré à l'association classique des anciens élèves, Essec Alumni, qui rassemble plus de 6.000 personnes.

L'initiative a inspiré d'autres alumni. A Audencia Nantes, Nicolas Vergne, vingt-sept ans, a calqué la démarche de ses homologues de l'Essec en créant Audencia Alumni Transition. Armé des mêmes outils – page LinkedIn, canal Slack, pétition en ligne –, il rencontre le même engouement dans l'Ouest. Dans la même veine, Sciences Po Alumni Transition a été lancé tout récemment par Claire Pétreault, vingt-six ans, fondatrice du club des Pépites vertes, un réseau de jeunes pros de la transition écologique.

Les alumni et les étudiants n'hésitent pas à travailler ensemble quand l'enjeu le requiert.

Et pourquoi ne pas tous se rassembler ? C'est l'idée qui a soutenu la création d'un groupe WhatsApp interécoles sur lequel Lou Welgryn, Nicolas Vergne et Claire Pétreault échangent. Ils sont aujourd'hui une dizaine de participants. A l'Essec comme à Audencia, les alumni ont été intégrés cette année aux comités de pilotage pour repenser les programmes et les rendre plus verts. Mais il n'y a pas que les écoles qui sont appelées à changer. Une poignée d'alumni diplômés

Quand les alumni font pression sur leurs écoles

TÉMOIGNAGES Conférences, pétitions, tribunes... Les anciens élèves s'organisent pour peser sur leurs anciens établissements afin d'intégrer les enjeux de la transition écologique et sociale dans les programmes. Et aussi pour changer leurs entreprises.



Nicolas Vergne, d'Audencia Alumni Transition, et Lou Welgryn, d'Essec Alumni Transition. DR

més dans les années 1990 a décidé de créer, il y a bientôt un an, l'association Alumni for the Planet. Objectif : aider les anciens élèves à agir en faveur du climat dans leurs organisations actuelles. Pourquoi ? « *Parce que les alumni ont des responsabilités aujourd'hui !* », répond Frédéric de Dinechin, cinquante-quatre ans, cofondateur du mouvement. Et peuvent donc accélérer la transition. Chef de projet à la Banque mondiale, il constate un « vide » pour sa tranche d'âge alors que l'envie de changer les choses est bien là.

Un lobby des alumni ?

Alumni for the Planet aide ses 3.500 membres à lancer un bilan écologique dans leur entreprise, à animer une fresque climat ou simplement à sensibiliser leurs collègues. L'apport de la structure se mesure surtout dans son rôle démonstratif et sa possibilité de mettre en réseau. Ils ont pour cela créé un site dédié. L'organisation se revendique apolitique et non militante.

Lou Welgryn et Nicolas Vergne, eux, n'ont pas peur de monter au front. Pendant le débat parlementaire, ils ont tous les deux signé une pétition pour enjoindre à « *nos élus [de] faire une vraie loi climat* », qui a récolté plus de 4.000 signatures. Par ailleurs, les alumni et les étudiants n'hésitent pas à travailler ensemble quand l'enjeu le requiert. Actuels et anciens étudiants de HEC se sont par exemple positionnés via une tribune publiée en janvier 2021 pour exiger un directeur « plus vert ». Le texte a recueilli plus de 2.000 signatures au total. Eloi Peyrache, le nouveau directeur de HEC, le sait, comme tous les directrices et directeurs d'école : leurs actions en la matière sont désormais scrutées de toutes parts. ■

2023 | France

HappyIndex®
Trainees

Avis certifiés | ESG


choose
mycompany®

Analysez et améliorez la qualité de votre programme de stages et alternances.
Développez l'attractivité de votre entreprise.

Avec **HappyTrainees®**, je choisis un stage ou une alternance de grande qualité dans une entreprise qui saura m'accueillir et me développer !

PARTICIPEZ
À HAPPYTRAINEES® 2023

contact@choosemycompany.com

« Rupture(s) », un documentaire sur six jeunes élites en crise écologique

PORTRAITS Ce film a été le coup de cœur du jury du tout nouveau Festival international du film écologique et social, dans le cadre du dernier Festival de Cannes. Distribué en septembre, il retrace le parcours de jeunes diplômés, issus des meilleures écoles, qui ne se reconnaissent plus dans notre modèle économique.

Florent Vairet
@florentvairet

Au départ, c'est la fierté. Fierté d'avoir réussi son stage et d'être embauchée, d'avoir la voiture de fonction et une belle ligne sur le CV. Et puis c'est le choc, pour cette jeune diplômée travaillant chez un leader américain dans le secteur de la grande distribution. « *Au bout de quelques mois, je réalise que j'étais dans un bullshit job.* » Pourtant, elle dit avoir été sensibilisée à la surconsommation et puis elle s'est rendu compte qu'elle y contribuait. Au moment où on lui propose un poste au siège de l'entreprise, elle démissionne.

À l'image d'une partie de sa génération, le parcours de cette diplômée d'école de commerce s'oppose au modèle consumériste. Comme cet étudiant de Sciences Po, un autre personnage du documentaire, qui s'engage dans un mouvement de désobéissance civile, ou de cette polytechnicienne dont on voit peu à peu ce qui la sépare du « système ».

Prise de conscience du système

« *Ça m'a fatiguée. Je ne croyais plus en l'idée de faire du business "un peu moins mal", que ce soit du bon packaging ou de l'optimisation de l'efficacité énergétique afin de minimiser notre impact négatif,* confie la polytechnicienne. *Je me demandais s'il n'était simplement pas possible d'avoir un impact positif.* » Depuis, elle a décidé de créer un business marqué du sceau de la sobriété : un village de tiny houses.

Pendant plus d'une heure, on suit le parcours de pas moins de six jeunes (plus le réalisateur, Arthur Gosset) dans leur prise de conscience de

la non-viabilité du système. Le réalisateur annonce d'emblée ne pas avoir l'ambition de faire une enquête mais de mettre à l'écran une succession de témoignages de jeunes en rupture. Des jeunes qui auraient pourtant pu profiter du système. La tête bien faite, ils sont arrivés dans les plus belles écoles françaises comme sur des rails, en suivant la voie royale. « *J'avais été programmée pour ce parcours classique* », lâche l'une d'entre eux.

C'est aussi pour rassurer ses parents que le jeune diplômé de Centrale Nantes s'est embarqué dans ce tournage lors de son année de césure.

Produit par et distribué par la plateforme Spicée, ce documentaire s'inscrit au sein d'une mobilisation étudiante en faveur du climat qui naît il y a plusieurs années. Le Manifeste pour un réveil écologique signé par 33.000 étudiants ou la prise de parole remarquée de Clément Choisine lors d'une remise des diplômes 2018 à Centrale Nantes, dans lequel il appelle les ingénieurs à questionner le modèle, ont fait tache d'huile. C'est cette dynamique que le réalisateur veut dépeindre.

Les plus attentifs à notre époque n'y verront rien de nouveau : une génération en quête de sens. On peut lui reconnaître de ne pas tomber dans l'écueil de l'angélisme, le jeune réalisateur préférant soulever les problèmes que suscitent ces ruptures.

Il filme la lutte des jeunes contre leur entourage, au premier rang desquels se trouvent les parents. « *Je crois en la capacité de rebonds des êtres humains et de la technologie* », rétorque le père du jeune réalisateur, inquiet de voir son fils tomber dans ce qu'il appelle le « *catastrophisme* » ou le camp des « *antisystèmes* ».

La précarité de certains jeunes « en rupture »

C'est aussi pour rassurer ses parents que le jeune diplômé de Centrale Nantes s'est embarqué dans ce tournage lors de son année de césure. « *A l'avant-première du documentaire, ma mère a pris la parole pour dire : "Arthur, maintenant on te comprend !"* », a-t-il confié lors d'une projection le 18 octobre à Paris.

L'autre réalité mise en lumière dans son documentaire : la précarité dans laquelle tombent certains jeunes « en rupture ». On y voit ainsi les galères financières vécues par celle qui décide de monter un business agroalimentaire éthique, une offre de soupes concoctées avec les légumes abîmés jetés chaque jour par les grandes enseignes. Ses pleurs face caméra lorsqu'elle voit son projet capoter ne manqueront pas d'émouvoir le spectateur. Un

documentaire utile pour comprendre les forces à l'œuvre dans la jeunesse... qui dure depuis plusieurs années. ■



Le réalisateur, Arthur Gosset, n'a pas eu l'ambition de faire une enquête mais de mettre à l'écran une succession de témoignages. Photo Déclic Production et Spicée

AUDENCIA, UNE ÉCOLE MEILLEURE POUR LE MONDE



DES PROGRAMMES À IMPACT POSITIF

- Bachelor in Management
- BBA Big Data & Management
- Programme Grande École
- SciencesCom – Communication et médias
- Programmes Mastère Spécialisé® (MS)
- Programmes Master of Science (MSc) & International Master
- Executive Education – MBAs
- Doctorate in Business Administration



La première École dédiée à la transition écologique et sociale lancée par une business school et accessible à tous les étudiants d'Audencia, de formation initiale et continue, pour dessiner ensemble d'autres futurs.



Audencia
audencia.com

EN PLUS

Biographie

• Arthur Gosset, vingt-quatre ans, est fraîchement diplômé de Centrale Nantes et de l'Imperial College London.

• Hypersensible à la cause environnementale, il s'est engagé dès son adolescence pour la protection des baleines à bosse.

• En 2017, il a cofondé l'association Together for Earth pour questionner le rôle des ingénieurs et militer pour un changement des formations dans les écoles.





© Drone Press/Executive Master

"ÊTRE PRÊTE À
MIEUX MANAGER
ET MIEUX DIRIGER"

Elodie
Promotion 2019
General Manager

EXECUTIVE MASTER

Technologie • Management • Innovation

VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ?

Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique et vivez une expérience unique au cœur de l'innovation, tout en continuant d'occuper vos fonctions.

polytechnique.edu/executive-master



Découvrez le
témoignage
complet